

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 150

3 AVRIL 1975 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 75864 PARIS CEDEX 18

2,00 F

**"RIEN N'EST PLUS PRECIEUX
QUE L'INDEPENDANCE ET LA LIBERTE"**

LES PEUPLES D'INDOCHINE MARCHENT VERS LA VICTOIRE TOTALE



Depuis plus d'une semaine, la presse, la radio, la télé ne parlent plus que de l'« exode » des populations du Sud Vietnam devant « l'avance communiste ». A toutes les informations, on nous répète que la situation est « tragique » au Cambodge, que c'est la « catastrophe » au Vietnam après la « chute » de Da Nang... La télé nous montre ce qu'elle appelle les « réfugiés », verse des larmes hypocrites sur les souffrances du peuple vietnamien. Tout cela n'a qu'un but : faire porter par le GRP la responsabilité de la guerre, présenter Thieu et ce qui reste de son armée fantoche, comme victimes d'une agression. Devant l'ampleur de la victoire des patriotes, il s'agit pour la bourgeoisie, de donner aux masses l'impression que pour elles aussi, ce qui se passe en Indochine est une catastrophe.

ASSEZ DE MENSONGES

« Plus d'un million de réfugiés à Da Nang ! » nous répète-t-on, mais sans dire que ce sont les soldats de Thieu, les débris de son armée, ceux qui ne se sont pas mutinés et n'ont pas rejoint les forces armées populaires, ce sont ceux là qui tirent à la mitrailleuse sur les milliers de personnes regroupées à l'aéroport de Da Nang. On voit ces « réfugiés », on voit même qu'ils sont encadrés par des hommes armés, mais il ne faut pas attendre du commentateur qu'il nous explique pourquoi : ce sont les troupes fantoches en débâcle, qui rabattent, il n'y a pas d'autre mot, le maximum de population pour faire un rempart de chair humaine autour de Saigon ! Alors qu'ils nous présentent un « exode » devant les « vietcongs », comment se fait-il qu'un journaliste américain n'ait pu trouver un seul « réfugié » à Da Nang pour lui dire qu'il fuyait « l'avance communiste » ? Si tant de familles sont sur les routes, sous la menace des fusils et des bombes, ces fusils et ces bombes sont ceux des Américains, qui font déclarer par leurs fantoches toute zone libérée « zone de libre bombardement ». Des centaines de milliers de personnes ont réussi à s'échapper des griffes de l'armée de Thieu, et ont rejoint les zones libérées. C'est la même situation au Cambodge, où un flux continu d'habitants des enclaves encore occupées par Lon Nol rejoint chaque jour la zone libérée.

La politique US en Indochine a fait faillite, et c'est la haine des peuples et de leurs victoires qui fait aujourd'hui parler la bourgeoisie. A-t-on trouvé des commentateurs pour condamner, pendant ces 2 années passées, les violations innombrables des Accords de Paris par Thieu, obéissant aux Américains ? Pour condamner Lon Nol ? Non, bien sûr. Aujourd'hui, il s'agit encore de voler au secours de l'impérialisme US, en transformant la victoire des peuples en défaite pour l'« humanité ».

DEBACLE US-FANTOCHES

En réalité, si « la situation est tragique » aujourd'hui, c'est pour Lon Nol qui plie bagages à Phnom Penh, c'est pour Thieu, isolé, qui n'arrive plus à se cramponner au pouvoir. C'est la « débâcle », oui, pour l'impérialisme US, devant ces peuples, qui mènent depuis des années une lutte héroïque contre les régimes fantoches et les mettent à bas.

C'est la débâcle des gouvernements mis en place par les yankees, impuissants à enrayer, malgré leur puissance apparente, malgré les milliers de dollars dépensés en vain, malgré la cruauté, les crimes parmi les plus barbares de l'histoire de l'humanité, commis sous l'égide des Kennedy, Johnson, Nixon et Kissinger « prix Nobel de la paix ». C'est l'effondrement des régimes fantoches, qui annonce la défaite complète de l'impérialisme US. Ce qu'on veut nous cacher, c'est qu'au Vietnam et au Cambodge, les peuples indochinois marchent vers la victoire, la libération complète de leurs pays.

SUITE PAGE 2

LES PEUPLES D'INDOCHINE MARCHENT

EDITORIAL

SUITE DE LA PAGE 1



La débacle des troupes fantoches

LA FORCE IMMENSE DES PEUPLES DU MONDE

En combattant avec héroïsme, en faisant leur le mot d'ordre d'Ho Chi Minh « Rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté » ils ont montré, ils montrent aujourd'hui encore, à tous les peuples, qu'en prenant les armes, en menant la guerre populaire de longue durée, ils pouvaient réaliser leurs aspirations à l'indépendance nationale, qu'ils pouvaient vaincre l'impérialisme ; et même une super-puissance, quand bien même ils n'étaient qu'un petit pays. C'est en menant de pair la lutte politique et la lutte armée qu'ils ont remporté des victoires de plus en plus éclatantes : Dakto, Khe Sanh, Da Nang et beaucoup d'autres au Vietnam, des dizaines au Cambodge, où jour après jour, les fantoches ont été étranés dans Phnom Penh, jusqu'à être contraints à la fuite. Sans cette lutte, sans la guerre populaire menée des années durant, mobilisant l'énergie de peuples entiers, l'impérialisme US n'aurait jamais été acculé à la défaite. Aujourd'hui, c'est à eux qu'appartient l'avenir.

Les victoires des peuples indochinois ont montré aux peuples du monde la voie de la victoire, de la conquête de l'indépendance. En précipitant l'impérialisme US vers son déclin, elles ont créé des conditions nouvelles à l'échelle du monde.

LES PEUPLES D'INDOCHINE AUX AVANT-POSTES DU TIERS-MONDE

Les victoires des peuples indochinois ont été un exemple pour toutes les luttes de libération nationale, les luttes contre le néo-colonialisme, au Moyen Orient, en Afrique, en Asie. En affrontant l'impérialisme US, en déjouant les manœuvres des deux super-puissances qui se disputent l'hégémonie mondiale, en démasquant au Cambodge le social-impérialisme comme un faux ami des peuples qui a soutenu Lon Nol jusqu'à la dernière minute dans l'espoir de prendre pied au Cambodge, les peuples indochinois ont contribué de manière décisive à affaiblir le camp impérialiste. Par ces victoires, suivies de celles des autres peuples engagés dans la lutte armée, ils ont largement participé à l'unité du Tiers Monde, contre la domination et l'hégémonie, à sa montée sur la scène mondiale comme une force politique, comme moteur de la révolution. Aujourd'hui, la lutte pour l'indépendance nationale, favorisée par cette unité du Tiers Monde, se dessine contre toutes les formes de la domination impérialiste, militaire comme économique. Les peuples du Tiers Monde se battent contre le pillage par les impérialistes, les super-puissances, ils réclament un juste prix pour leurs matières premières. Cette lutte pour la souveraineté nationale sur les richesses de leurs pays vient prendre place dans le grand mouvement historique de notre époque, la levée des pays du Tiers Monde pour l'indépendance.

LEUR LUTTE EST LA NOTRE

Les victoires des peuples indochinois, les victoires des peuples sont pour nous une aide précieuse. C'est avec enthousiasme que nous les soutenons. Les peuples indochinois, en montrant la voie à tous les peuples pour leur libération, en permettant de jeter les bases de l'unité du Tiers Monde, ont contribué à jeter l'impérialisme français, impérialisme secondaire, dans une crise profonde qui ne se résoudra que par la révolution. Affaibli, et de plus en plus incapable de cacher sa faiblesse aux yeux des masses, il tente une fois de plus de les détourner de leurs alliés, les patriotes indochinois, il vient une fois de plus à la rescousse de l'impérialisme US, en préparant pour lui le terrain à toute forme d'intervention qu'il pourrait tenter au Vietnam ou au Cambodge, pour se maintenir. Dès aujourd'hui préparons-nous à riposter à toutes les tentatives US.

HALTE A LA CAMPAGNE HYSTERIQUE DE LA BOURGEOISIE ! VIVENT LES VICTOIRES DES PEUPLES INDOCHINOIS !

le 31.3.75

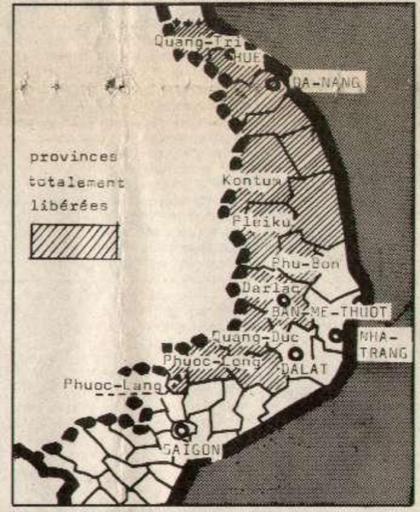
à danang flotte le drapeau du g.r.p.

Après Hué, Da nang, deuxième ville du Sud Vietnam, et trois autres villes ont été libérées samedi. En 3 semaines, 14 provinces ont été libérées. La débacle de l'armée saïgonnaise se poursuit.

Le « repli stratégique » annoncé il y a 15 jours s'est transformé en déroute complète pour les troupes de Thieu.

LA DEBACLE A DA NANG
Da Nang : l'impérialisme US en avait fait la plus grande base du monde au moment de son intervention directe ; c'était jusqu'à ces dernières semaines une apparente place forte pour Thieu, qui y avait concentré ses meilleurs bataillons. Plus de 100.000 hommes défendaient en principe la ville ; toutes les troupes repleines de Quang Tri, de Hué, s'y étaient regroupées. Mais depuis plus d'une semaine, le commandement n'arrivait plus à contrôler ses troupes, car, après avoir essayé échec sur échec, les soldats enrôlés dans l'armée de Saïgon ne voulaient plus combattre. A l'arrivée des Forces Armées de Libération, des dizaines de milliers de soldats saïgonnais se sont rendus sans combat, avec toutes leurs armes, leurs blindés, leur artillerie. « Des centaines de milliers de personnes forcées par l'administration de Thieu à évacuer avec elle la ville, s'y sont opposées énergiquement, et sont retournées à Da Nang où elles ont accueilli les combattants de la libération à leur entrée ». « Plusieurs unités saïgonnaises se sont mutinées, dont les deux mille cadets de l'école militaire de Hoa Cau qui rejoignent avec leurs armes les rangs du peuple » (communiqué des FAPL). L'immense majorité de la population de Da Nang, y compris au sein de l'administration Thieu, fête aujourd'hui la victoire de Da Nang. Dans toute la ville flottent les drapeaux du GRP.

Pour Thieu, les pertes sont lourdes : le gros des troupes chargées de défendre Da Nang a « disparu ». Vendredi, un colonel de l'armée fantoche déclarait qu'il n'avait plus un seul homme. Enormes pertes en matériel aussi : en 2



guadeloupe : soutenons les coupeurs de canne

En Guadeloupe, la récolte de la canne à sucre n'a pas commencé : les ouvriers agricoles refusent de couper la canne, les petits planteurs ex colons partiaires (sorte de métayers) refusent de la livrer aux usines, les ouvriers des sucreries, solidaires des paysans pauvres et des ouvriers agricoles, refusent de faire marcher les usines. Tous réclament :
— une augmentation de 5% sur tous les salaires
— un accord sur le principe de l'égalité du salaire de base en agriculture et l'industrie.
— les 40 h pour les ouvriers agricoles
— la suppression du salaire minimum agricole garanti (SMAG)

Les capitalistes sucriers veulent faire commencer la coupe sans accorder d'augmentation, alors que les salaires sont très bas : 37,07 F, par jour pour l'attacheuse, et 40,89 F pour le coupeur. Les travailleurs des sucreries ne

touchent que 5,54 F de l'heure. Ces salaires ne leur permettent pas de vivre. Les capitalistes du sucre veulent faire commencer la coupe alors que le prix de la canne coupe, l'an dernier n'a pas encore été fixé ! Le préfixe parle de 80 F la tonne pour la récolte de 74, alors que le prix de revient est de 95 F la tonne. Les petits planteurs et les colons partiaires refusent de perdre près de 20 F sur une tonne. Ils réclament un prix minimum garanti basé sur le coût de la production réel. Ils ne démentiront pas la récolte avant d'avoir obtenu cette assurance. Pour eux, c'est une question vitale : la modalité actuelle du calcul du prix en fonction du taux de saccharine, et non du poids permet aux usiniers de payer la canne selon des critères invérifiables. Le résultat, c'est l'endettement des petits planteurs et des colons partiaires, leur ruine.
Les patrons français refusent toute augmentation. Pour faire dénarer

Des centaines de milliers de fois, l'armée de Thieu a violé le cessez-le-feu. Elle a d'abord été repoussée ; puis les postes d'où partaient sans cesse de nouvelles opérations d'empietement furent détruits. Les agressions se poursuivaient, il devint clair pour tous que tant que l'armée de Thieu, pilier du régime, tiendrait des positions, l'application des Accords de Paris, serait impossible.

Pour toutes les forces politiques au Vietnam, le seul obstacle à l'application des Accords de Paris c'est Thieu, qui maintient dans ses geôles plus de deux cent mille prisonniers politiques ; Thieu corrompt jusqu'à la moelle, Thieu qui affame la population des zones qu'il opprime, Thieu qui impose à la population un régime dictatorial aux fins d'empêcher la troisième composante de s'exprimer, et la première composante (forces qui soutenaient Thieu) de dénoncer sa corruption et ses crimes.

Avec Thieu, pas de paix possible ; avec Thieu ni réconciliation, ni gouvernement de concorde nationale ; il doit être renversé parce qu'il ne représente aucune partie de la population, parce qu'il s'oppose aux aspirations de toute la population du Sud Vietnam, aussi bien des zones libérées que des zones qu'il opprime. Tous demandent son départ, aussi bien des personnalités de la troisième force, que de la première composante elle-même qui s'est désolidarisée de lui. Pour tous, Thieu n'est plus que l'instrument de l'impérialisme US, pour se maintenir au Vietnam après les Accords de Paris.
Il n'y a qu'une solution pour réaliser les aspirations de toute la population à la paix et à la concorde nationale : renverser Thieu et le remplacer par une administration qui se prononce pour l'application des Accords de Paris.

VICTOIRE POUR TOUTE LA POPULATION
La débacle de Thieu, c'est la victoire de toute la population dans les zones libérées qui a riposté avec fermeté aux opérations d'empietement, comme dans les zones opprimées par Thieu qui se sont dressées contre sa dictature et l'ont privé de toute base.

Autour des forces armées de libération, toute la population participe directement aux combats ; à Saïgon, les étudiants affrontent la police de Thieu ; ils refusent de partir dans l'armée fantoche. Deux ans de lutte pour l'application des accords de Paris ont acculé l'impérialisme US à la défaite en détruisant son principal instrument d'agression, le régime Thieu. L'unité du peuple vietnamien dans sa lutte pour l'indépendance et la liberté s'est renforcée au cours des deux dernières années, en s'appuyant sur la ferme défense des zones libérées et les ripostes foudroyantes des forces armées de libération, elle s'est renforcée par la politique de réconciliation nationale, souhaitée par tous, appliquée par le GRP. Au lieu que les habitants des zones contrôlées par Thieu soient devenus les points d'appui et les otages impuissants de la politique d'agression US, ils sont devenus la force décisive qui a fait basculer le régime Thieu dans la débacle, en le privant de toute possibilité de rester au pouvoir, sinon par l'appui massif des yankees, et la terreur à l'égard de toutes les couches de la population.
Après deux ans de lutte pour l'application des Accords de Paris, la chute de Thieu et la mise sur pied d'un gouvernement qui s'engage à faire respecter les Accords sont à l'ordre du jour. Le peuple vietnamien reste vigilant face à toutes les manœuvres possibles de l'impérialisme US pour tenter d'échapper à cette solution qu'il ne pourra empêcher, parce qu'elle correspond aux aspirations de tout un peuple déterminé à conquérir l'indépendance.

* Une erreur technique, rendant illisible la grisé des zones libérées sur la carte publiée dans le dernier numéro, nous publions à nouveau cette carte, compte tenu des nouvelles victoires du G.R.P. Dans la même page, une erreur de montage rendait difficilement compréhensible l'article sur le Vietnam. Nous nous excusons de ces incidents.

VERS LA VICTOIRE TOTALE

pages réalisées par monique chéran et grégoire carrat

après le départ de lon nol .

yankees hors du cambodge ! seul le G.R.U.N.K. peut réaliser la paix

Les rats quittent le navire. L'ambassade US à Phnom Penh brûle ses archives, tandis que les sociaux impérialistes rompent leurs relations diplomatiques avec Lon Nol ; Lon Nol lui-même plie bagages sous couvert d'une « visite officielle » en Indonésie, et d'un séjour à Hawaï pour « raisons de santé » il s'enfuit entraînant avec lui Long Boret.
C'est le début de la débâcle parmi les sept traitres. Sosthène Fernandes et Cheng Heng bénéficient de la sollicitude de Giscard, et se réfugient à Paris. C'est le début de l'effondrement de la clique Lon Nol tenue à bout de bras par l'ambassadeur Dean, maintenue en vie grâce aux milliards de dollars de l' « aide » US.

LE GRUNK SEUL PEUT REALISER LA PAIX

Pour conjurer la faillite totale les impérialistes US tentent une manœuvre ; sous prétexte que les traitres dénoncés par le 2ème congrès national du GRUNK se sont enfuis, ils font courir le bruit qu'une négociation serait possible entre les hommes restant au pouvoir et le GRUNK.

Mais Lon Nol et ses complices n'étaient rien, ne détenaient pas le pouvoir, le pouvoir est entièrement entre les mains de l'ambassadeur US Dean à Phnom Penh. Le départ de ses fantoches ne change rien à cela. Ceux qui les remplacent ne peuvent qu'être les porte-paroles et les instruments de Dean : la seule solution est que Dean



Après la prise d'une position fantoche



HORS DE FRANCE LES CRIMINELS DE GUERRE !

Sosthène Fernandes, ancien chef de l'armée fantoche de Lon Nol, est venu se réfugier en France, fuyant la colère du peuple cambodgien. La télévision a eu le front de lui offrir une tribune pour lancer un appel à l'intensification de l'agression US au Cambodge. Cheng Heng à son tour vient se réfugier à Paris. Tous deux font partie des 7 chefs de file des traitres dénoncés par le 2ème congrès national du Cambodge, « auteurs du coup d'état qui a mis fin à l'indépendance, à la paix et à la neutralité du Kampuchéa. Ils ont amené l'agression des impérialistes américains qui a mis à feu et à sang le Kampuchéa, causant sans discrimination, d'innombrables morts parmi les bons, hommes, femmes et enfants. Jamais au cours de leur histoire, la nation et le peuple du Kampuchéa n'ont connu autant de souffrances, de ruines et de deuils ».

Tant que l'impérialisme américain n'est pas entièrement battu il peut recourir à toutes les formes d'agression. Les victoires du peuple cambodgien sont précieuses à tous les peuples du monde car elles ont brisé la puissance de l'impérialisme US, elles ont arraché le masque du social-impérialisme. Nous les saluons avec enthousiasme, nous devons être prêts à les défendre à tout instant.

après l'échec de Kissinger au Moyen-Orient : halte aux manoeuvres des superpuissances !

« Triste jour pour l'Amérique », c'est ainsi que Kissinger commentait à son retour du Moyen Orient, l'échec de sa dernière tentative dans la région. Aucun accord n'est sorti de ce voyage navettes entre Jérusalem et Le Caire, un accord de non belligérance : l'Egypte et l'état sioniste.

Ce n'est pas tant la question de savoir combien de kilomètres carrés du Sinaï seraient vendus à l'Egypte, qui a causé l'échec de cette mission, que la question de cet accord de non belligérance : « Israël » se déclarait prêt à évacuer la frange occidentale du Sinaï d'Abou Rodeiss, à condition que Sadate accepte formellement de briser le front arabe en s'engageant à rester hors de tout conflit entre « Israël » et la Syrie ou le Liban. Si Sadate, qui, dans un premier temps, n'a jamais démenti son accord avec une telle capitulation, a rendu l'échec de Kissinger inévitable. Pour l'impérialisme US, un accord portant uniquement sur des questions territoriales aurait mieux valu qu'un échec complet.

Sadate aurait toujours pu essayer de mettre en avant que, grâce aux bons offices américains, l'Egypte avait récupéré une partie du Sinaï. Kissinger escomptait que ce « succès » permettrait le renforcement de l'influence US en Egypte, influence dont il a besoin, car son pion habituel dans la région, « Israël », a montré sa fragilité en octobre 73, et il ne peut plus miser que sur lui pour défendre ses intérêts.

Après cet échec de la diplomatie « des petits pas » mise au point par l'impérialisme US, et qui avait « l'avantage », de son point de vue, de tenir le social impérialisme soviétique à l'écart des tractations, la conférence de Genève revient à l'ordre du jour. « Triste jour pour l'Amérique », car de nouveau, elle devra partager les rôles avec l'autre super-puissance, qui jubile de cet échec, et en tire la conclusion que rien ne peut se faire de viable sans elle. « La preuve vient d'être donnée, peut-on lire dans l'Humanité du 24-3, de l'inefficacité et de la nocivité des initiatives tentées par les seuls Etats Unis ». « La participation de l'URSS à

quand lon nol fait ses valises, les soviétiques rappellent leur ambassadeur : 5 ans de trahison social-impérialiste

Les victoires du peuple cambodgien dirigé par le GRUNK ont contraint l'Union Soviétique à se démasquer plus profondément que jamais : c'est seulement après cinq ans de lutte et de victoires du peuple cambodgien contre l'agresseur américain que les nouveaux tsars du Kremlin se décident le 28 mars 1975 à fermer « l'ambassade » de Lon Nol à Moscou et à retirer leurs diplomates de Phnom Penh. Ils auront attendu l'ultime moment, celui où Lon Nol lui-même prépare ses bagages pour prendre ces mesures !!!

Depuis 5 ans les sociaux impérialistes soviétiques ont accumulé les actes de trahison dans l'espoir de prendre pied au Cambodge, contre le peuple cambodgien.

* en 1970, lorsque la CIA a monté le coup d'état de Lon Nol, l'URSS a refusé de reconnaître le GRUNK qui s'est immédiatement constitué, seul représentant légal du Cambodge. Elle maintenait une ambassade à Phnom Penh et traitait Sihanouk de « raciste » et de « féodal », tandis que Lon Nol se livrait à des massacres de « vietnamiens » au Cambodge.

* de 1971 à 1973 des compagnies d'assurances soviétiques couvraient les convois de matériel US destinés à Lon Nol.

* dans le même temps les victoires du peuple cambodgien rendant précaire le régime de Lon Nol, l'Union Soviétique se démenait pour mettre sur pied une « troisième force », dont l'ossature devait être un prétendu « parti communiste », constitué d'un ramassis d'anticommunistes compromis avec la clique de Lon Nol, tandis que la masse des intellectuels et des fonctionnaires hostiles à Lon Nol luttait sous la direction du FUNK. Ainsi s'effondra pitoyablement la tentative de diviser le Front Uni National par laquelle le social-impérialisme espérait se tailler une place au Cambodge aux côtés de l'impérialisme US.

* en octobre 1973 l'URSS décidait de reconnaître le GRUNK, car toutes ses manoeuvres avaient été vaines, parce que l'URSS était de plus en plus isolée dans le monde dans son soutien à Lon Nol, parce que les victoires du GRUNK étaient éclatantes.

* mais ils poursuivaient toujours leur rêve de s'implanter au Cambodge en accordant protection aux agents de Lon Nol. Ils ont mené de 73 à aujourd'hui une politique à double face, de soutien apparent en reconnaissant le GRUNK, de sabotage réel en gardant des relations avec Lon Nol. S'ils y mettent fin aujourd'hui c'est que la débâcle des fantoches les y contraint. Mais cette longue suite de trahisons est la preuve des visées de l'URSS en Asie du Sud Est qui n'ont pas cessé avec la rupture des relations avec Lon Nol.

L'histoire des trahisons de l'URSS à l'égard du Cambodge est une leçon pour les peuples du monde : « l'ami-tié » de l'URSS à l'égard des peuples n'est qu'apparent, elle sert de masque à ses tentatives pour s'implanter dans les pays et asservir les peuples, à remplacer l'impérialisme US que les peuples indochinois ont précipité vers le déclin.

LIEVIN : APRES LE SUCCES DU TRIBUNAL POPULAIRE, ATTAQUES HYSTERIQUES DES "SOCIALISTES" CONTRE LA COMMISSION POPULAIRE D'ENQUETE

Le jour de l'enterrement Darras le maire "socialiste" de Lievin tout comme Chirac a fait de grands discours devant les caméras de la télévision mais qu'a fait le parti socialiste pour mobiliser les mineurs contre cette « catastrophe » pour dénoncer et mettre en accusation les Houllières. Rien !

Par contre le parti socialiste a mobilisé ses militants pour tenter de saboter le Tribunal Populaire en recouvrant et en arrachant les affiches appelant au Tribunal et aujourd'hui dans son journal « local » l'avenir de Lievin il l'attaque et calomnie avec une grande violence la Commission Populaire d'Enquête, consacrant plus de deux pages à tenter de discréditer les mineurs de la commission et la réalisation du Tribunal.

Alors que le Tribunal Populaire a constitué une importante manifestation de masse pour mettre en accusation les Houllières alors que plusieurs centaines de mineurs ont participé à ce Tribunal, le parti socialiste considère la tenue du Tribunal comme un acte « provocateur ».

Alors que 1500 travailleurs ont rendu hommage le 22 mars aux 42 mineurs envoyés à la mort en déposant une plaque devant la fosse 3, le parti socialiste considère cette cérémonie à sa manière en prétendant qu'il s'agit de « manœuvres » vulgairement démagogiques.

Le parti socialiste poussant plus loin les mensonges et les calomnies, laisse sous entendre que la Commission Populaire recevrait des fonds secrets.

Or le matériel d'affiches et de tract, la location de la salle (1200 F) ont été payés grâce à la vente massive des vignettes de participation au Tribunal 15063 vignettes ont été vendues dans toute la France et grâce à la vente de son journal « Le Mineur Accusé » : quant aux nombreux travailleurs venus de toute la France, ils ont tous évidemment payés leur voyage pour venir à Lievin.

Si la Commission Populaire n'a rien à cacher il n'en est peut-être pas de même pour le parti socialiste qui en 1949 a divisé le mouvement ouvrier en créant le syndicat jaune.

Or, grâce à d'énormes sommes versées par la C.I.A. américaine et en 1958 Guy Moller a reçu 75.000 dollars d'un agent de la C.I.A. à Paris l'information parue dans le Monde Diplomatique de février 1975) les attaques rageuses du Parti socialiste contre la Commission populaire montre bien son visage de défenseurs de la bourgeoisie et des houllières, les mineurs sauront en tirer les leçons...

RENAULT : NON A LA POLITIQUE DE CRISE !

Chez Renault, la direction continue la répression : après avoir licencié 14 ouvriers, imposé 2 heures chômées par jour et une semaine de lock-out à la plupart des usines, c'est encore 1 ou 2 jours de chômage qui frappent les ouvriers de Billancourt, de Flins, St Ouen... Que des milliers d'ouvriers aient osté réclamer 300 F pour tous comme les professionnels du 77 à Billancourt, engagé la grève pour obtenir le maxi de leur catégorie comme les caristes, les soudeurs du 38 et les OS des chaînes de montage du 74, que les OS du Mans osent recourir au coulage des cadences et le maintenir fermement depuis un mois, c'est une riposte inacceptable pour la bourgeoisie contre sa politique de crise.

« Renault sort la R 30, donc la Régie peut payer ! » disent les ouvriers, au lieu de baisser la tête devant les arguments de la direction, les ouvriers

de Renault ont engagé la lutte : à tout prix, la bourgeoisie veut la briser : en frappant le plus fort là où le mouvement était le plus faible (à Billancourt) en isolant la grève des ouvriers du Mans, en refusant toute négociation tant que la grève continue, la direction de Renault et la bourgeoisie voudraient décourager la classe ouvrière d'entrer en lutte contre le chômage, la baisse du pouvoir d'achat...

NON AU SABOTAGE DES DIRECTIONS SYNDICALES

Au Mans, les directions syndicales après avoir parlé de « tactique nouvelle » et de « bonne volonté », ont proposé d'arrêter le coulage pendant 1 jour pour permettre l'ouverture des négociations. En proposant la reprise

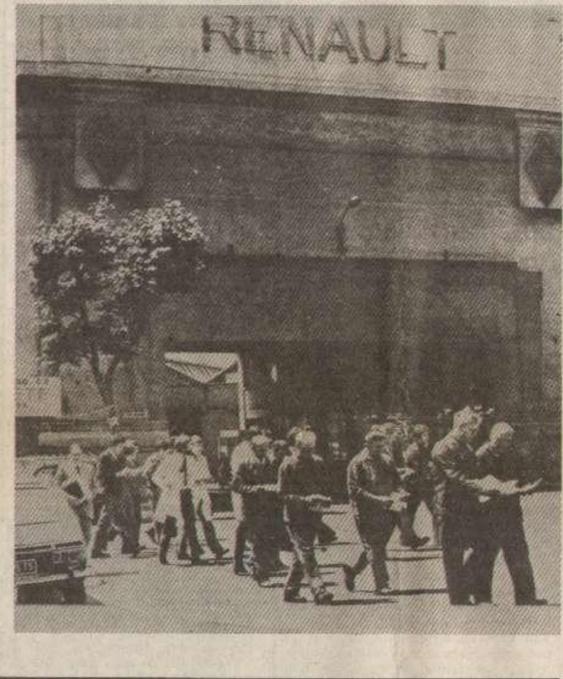
du travail « à l'essai », les directions syndicales se préparent en fait à mettre la grève des ouvriers du Mans sur la voie de garage. En effet, alors que la volonté de lutte reste très grande au Mans, les possibilités de faire céder largement la direction de Renault sont considérablement affaiblies par l'isolement et le manque de perspectives nouvelles. Après avoir soigneusement morcelé la grève à Billancourt et répandu l'idée qu'une lutte d'ensemble serait une provocation au lock-out, les directions syndicales peuvent maintenant se plaindre que, devant l'intransigeance de la direction, il n'y a plus d'issue pour la forcer à négocier... sinon « les gestes de bonne volonté ». Mais à quoi conduisent ces propositions de « travail normal » sinon au découragement par étapes des ouvriers ?

Encore une fois, les ouvriers en lutte se heurtent aux directions des syndicats : si elles ont refusé d'étendre la grève, défendu si mollement les licenciés de Billancourt, ce n'est pas simplement par erreur de tactique, ou parce qu'ils s'y prennent mal. Les révisionnistes du

«C»F, les réformistes qui dirigent les syndicats CGT et CFDT veulent faire servir les travailleurs et les luttes des travailleurs à leur but : parvenir au gouvernement pour gérer les affaires de la bourgeoisie en crise. Peu leur importent les revendications formulées par les travailleurs dans leurs luttes : quand les ouvriers de Billancourt avancent 300 F pour tous, ceux du Mans 250 F, pour tous, cela devient : « augmentation générale des salaires » parce qu'il faut être responsable, réaliste ! Réaliste vis à vis de qui ? Des millions de profit empochés par le directeur de Renault, ou... de l'équipe au pouvoir pour le persuader que la « gauche » saurait très bien gérer les biens des capitalistes ?

ARRACHONS LES SYNDICATS AUX DIRIGEANTS REFORMISTES !

Non les travailleurs ne veulent pas servir de masse de manœuvre à de tels « défenseurs de la classe ouvrière » ! A Billancourt, beaucoup d'ouvriers voient clairement le jeu des directions syndi-



« Lorsque la révolte d'Alger ouvrit la voie au retour de De Gaulle, un agent de la C.I.A. à Paris alla porter un sac noir contenant 75.000 dollars à M. Guy Moller, dans un effort de dernière heure pour essayer de barrer la route au général. Non seulement M. Moller n'est rien pour arrêter De Gaulle, mais, par un étrange volte-face, il rejoignit les rangs du gouvernement qualifié... »

La C.I.A., au fait, ne revit jamais ses 75.000 dollars. (Stanley Karnow, cité par « le Monde Diplomatique » de février 75)

un travailleur licencié témoigne : "les syndicats n'ont pas lutté contre les licenciements parce qu'il ne fallait pas provoquer le lock-out... et aujourd'hui le chômage partiel est généralisé"

Driss est un des 14 ouvriers immigrés licenciés. Il a été accusé par la direction d'avoir bloqué la chaîne des R6 au département 74.

Aujourd'hui, tu n'as pas repris le travail avec les autres... Peux-tu rappeler pourquoi tu as été licencié ?

Le 28 février, j'ai reçu une lettre de la direction m'annonçant que je serais licencié. On était 17 en tout à recevoir cette lettre tous du 74 ; 14 ouvriers et 3 délégués. Dans la lettre, il est dit que « au cours de cette grève (20 février) la chaîne de montage mécanique de l'atelier 74-65 a été volontairement bloquée par un groupe de grévistes de 10 h 45 à 11 h 20 paralysant ainsi l'activité du département et enlevant toute possibilité au personnel non gréviste de travailler... » un groupe de grévistes ? Tu parles... A la chaîne des R4, on était plus de 700 quand on a arrêté la chaîne, mais la maîtrise a voulu quand même faire marcher la chaîne des R6, comme on avait décidé la grève on les a empêchés... mais ils avaient eu le temps d'appeler les chefs qui ont pris des photos, ce qui est illégal... Il paraît qu'on a été reconnu

sur les photos, en fait ils ont tapé au hasard. Je pense aussi que de toute façon, même s'il n'y avait pas eu la grève, ils voulaient vider des gars des chaînes sans les remplacer : il paraît qu'ils ont enlevé 2 gars sur la chaîne ; en même temps ils font trois voitures en moins par poste (113 au lieu de 116 le matin et 119 au lieu de 122 l'après-midi) mais chacun a quand même plus de travail. C'est un moyen pour augmenter les cadences.

Cela fait un mois que ces licenciements ont été annoncés. Comment les ouvriers ont-ils réagi ?

Tout de suite, on a dit : « Il faut faire grève parce qu'autrement on va tous y passer... Ils disaient aussi : les licenciements, c'est pour nous empêcher de faire grève, mais tous voulaient réagir. On a fait grève pendant un jour quand on a vu les licenciements et on était décidé à continuer. Ce que les gars attendaient, c'est que les syndicats lancent le mot d'ordre pour toute l'usine... Mais le soir, les délégués ont expliqué « il faut être responsable, attendons les négociations, il ne faut

pas provoquer etc... » et ils ont proposé un débrayage de 2 h le lendemain. Presque personne n'a suivi, tellement les gars étaient dégoûtés. Après, ça a été fini... Non, les syndicats ont réuni les 14 licenciés — je n'ai pas pu y aller — et ils leur ont donné du fric... Les 3 délégués, eux, sont encore au travail.

Beaucoup d'ouvriers disent que s'il y a eu des licenciements, lock-out... C'est parce que les directions syndicales n'ont pas organisé la lutte dans toute l'usine.

C'est vrai. Déjà, quand on avait bloqué les chaînes, les syndicats n'avaient pas donné de mot d'ordre de grève pour l'équipe de l'après-midi et maintenant c'est parce qu'ils ont brisé la grève qu'on est réprimé. Ils ont dit à tout le monde : « reprenez le travail, sinon on va être lock-outé » on a repris le travail et c'est alors qu'on a été lock-outé. La direction a frappé parce qu'elle a vu qu'on était faibles. Ce qu'il aurait fallu c'est occuper pour l'obliger à négocier. Alors quand on parle maintenant de faire des gestes de bonne volonté avec la direction, on se fait avoir.

Beaucoup d'ouvriers disent que s'il y a eu des licenciements, lock-out... C'est parce que les directions syndicales n'ont pas organisé la lutte dans toute l'usine.

Cela fait un mois que ces licenciements ont été annoncés. Comment les ouvriers ont-ils réagi ?

La révolte des collégiens et lycéens contre la réforme Haby trouve son origine dans le refus massif par la jeunesse du contenu et de la forme de l'enseignement dispensé en système capitaliste.

— refus de l'école qui sélectionne selon l'origine sociale
— refus de l'école qui divise (manuels-intellectuels)
— refus du savoir coupé de la vie
— refus de l'organisation même des études (ghettos, discipline, classification et isolement des individus) dans laquelle les jeunes voient spontanément le reflet de la société dans son ensemble.

Engagé depuis plusieurs semaines dans toute la France, le mouvement se trouve aujourd'hui à un carrefour. Au-delà même de la bataille en cours, ce qui est en cause, c'est la possibilité pour lui de se transformer durablement en force révolutionnaire de masse, capable de s'organiser, de remporter des victoires et d'unir d'ores et déjà contre l'école capitaliste des secteurs de plus en plus larges des masses populaires. Différents facteurs peuvent s'opposer à une telle transformation :

LA FORME DE L'ECOLE CAPITALISTE - SOURCE DE CONFUSION

Le fait que tous les élèves suivent apparemment le même enseignement au moins jusqu'à l'adolescence peut dans une certaine mesure masquer la nature profonde de l'école. Celle-ci ne pouvant être comprise que par référence à l'organisation de toute la société, la contradiction entre bourgeoisie et prolétariat à l'école court sans cesse le risque d'être travestie en une opposition abstraite jeunes-vieux, enseignants-enseignés...

— Le fait que les jeunes sont coupés de la production et ne connaissent qu'indirectement l'exploitation capitaliste peut favoriser l'illusion selon laquelle une simple réforme, un simple aménagement de l'école pourrait effectivement égaliser les chances, modifier à terme l'ensemble de la société.

— Le fait que les jeunes sont coupés de la lutte de classe engendre des points de vue faux sur la façon de mener la lutte, (saisir le rapport des forces, nouer des alliances...), engendre la répétition des mêmes erreurs, pose la question de l'organisation de la bataille en dehors des tâches politiques d'ensemble et à plus long terme.

— Le fait enfin qu'ayant comme seul contact avec la théorie les formes les plus caricaturales de l'idéologie bourgeoise, les fils du peuple peuvent être amenés à rejeter la « théorie en général », cela est un obstacle supplémentaire. Cependant, au fil des années, s'est construit parmi la jeunesse révolutionnaire et progressiste, le point de vue juste selon lequel il n'est pas possible de concevoir la lutte contre l'enseignement en dehors de celle que mène la classe ouvrière pour la disparition de tout l'édifice capitaliste. Pour que ce point de vue triomphe dans la pratique, il faut aujourd'hui

OU EN EST LE MOUVEMENT DE LA JEUNESSE SCOLARISEE?

Les jours multipliés les discours combattifs, pris des initiatives voulues spectaculaires ici ou là. La presse bourgeoise s'en est fait largement l'écho. Mais la réalité est très différente après un mois de lutte.

La volonté de l'UNCAL de laisser pourrir les grèves en s'opposant aux initiatives positives d'animation afin d'apparaître sur la base de ce pourrissement comme la seule force capable de faire des propositions, « d'ampleur nationale » « constructives » etc... a été mise à jour en de nombreuses occasions. Ses appels à la reprise des cours, ses tentatives de journées nationales, ses manœuvres scissionnistes par exemple à Paris, ont bien souvent tourné court.

Le fait que certains de ses militants écourtés par les consignes qu'on n'a cessé de leur donner, commencent à quitter cette organisation est un phénomène positif qui prouve à l'évidence qu'elle ne continuera dans l'avenir, à n'être qu'une secte.

Depuis 70, profitant de la faiblesse momentanée des forces marxistes-léninistes, les trotskistes ont pu apparaître dans la jeunesse comme la seule force politique se réclamant de la révolution. Le caractère démagogique de leur démarche (la jeunesse est la seule force d'avant-garde réellement révolutionnaire), le fait qu'ils tentent d'apporter une réponse à tous les problèmes que posent les jeunes (oppression à l'école, dans la famille) ont pu provisoirement leur permettre de refaire surface. Cette période est aujourd'hui révolue.

Outre le fait que leur domination ne s'est jamais exercée sans une très forte résistance spontanée des jeunes, leur attitude dans le cours des luttes a largement contribué à les isoler politiquement. Monopolisant bureaucratiquement les structures mises en place pendant les grèves, substituant à l'action de masse l'activité groupusculaire de quelques uns, ils portent une responsabilité écrasante dans les échecs subis les années passées ; ils sont à l'origine du découragement de nombreux jeunes.

Le fait que les jeunes sont coupés de la production et ne connaissent qu'indirectement l'exploitation capitaliste peut favoriser l'illusion selon laquelle une simple réforme, un simple aménagement de l'école pourrait effectivement égaliser les chances, modifier à terme l'ensemble de la société.

Le fait que les jeunes sont coupés de la lutte de classe engendre des points de vue faux sur la façon de mener la lutte, (saisir le rapport des forces, nouer des alliances...), engendre la répétition des mêmes erreurs, pose la question de l'organisation de la bataille en dehors des tâches politiques d'ensemble et à plus long terme.

Le fait enfin qu'ayant comme seul contact avec la théorie les formes les plus caricaturales de l'idéologie bourgeoise, les fils du peuple peuvent être amenés à rejeter la « théorie en général », cela est un obstacle supplémentaire. Cependant, au fil des années, s'est construit parmi la jeunesse révolutionnaire et progressiste, le point de vue juste selon lequel il n'est pas possible de concevoir la lutte contre l'enseignement en dehors de celle que mène la classe ouvrière pour la disparition de tout l'édifice capitaliste. Pour que ce point de vue triomphe dans la pratique, il faut aujourd'hui

destruire les résidus de la domination exercée sans partage pendant des années par les idéologie non prolétariennes sur le mouvement lui-même.

Les jours multipliés les discours combattifs, pris des initiatives voulues spectaculaires ici ou là. La presse bourgeoise s'en est fait largement l'écho. Mais la réalité est très différente après un mois de lutte.

La volonté de l'UNCAL de laisser pourrir les grèves en s'opposant aux initiatives positives d'animation afin d'apparaître sur la base de ce pourrissement comme la seule force capable de faire des propositions, « d'ampleur nationale » « constructives » etc... a été mise à jour en de nombreuses occasions. Ses appels à la reprise des cours, ses tentatives de journées nationales, ses manœuvres scissionnistes par exemple à Paris, ont bien souvent tourné court.

Le fait que certains de ses militants écourtés par les consignes qu'on n'a cessé de leur donner, commencent à quitter cette organisation est un phénomène positif qui prouve à l'évidence qu'elle ne continuera dans l'avenir, à n'être qu'une secte.

LE TROTSKYSME

Depuis 70, profitant de la faiblesse momentanée des forces marxistes-léninistes, les trotskistes ont pu apparaître dans la jeunesse comme la seule force politique se réclamant de la révolution. Le caractère démagogique de leur démarche (la jeunesse est la seule force d'avant-garde réellement révolutionnaire), le fait qu'ils tentent d'apporter une réponse à tous les problèmes que posent les jeunes (oppression à l'école, dans la famille) ont pu provisoirement leur permettre de refaire surface. Cette période est aujourd'hui révolue.

Outre le fait que leur domination ne s'est jamais exercée sans une très forte résistance spontanée des jeunes, leur attitude dans le cours des luttes a largement contribué à les isoler politiquement. Monopolisant bureaucratiquement les structures mises en place pendant les grèves, substituant à l'action de masse l'activité groupusculaire de quelques uns, ils portent une responsabilité écrasante dans les échecs subis les années passées ; ils sont à l'origine du découragement de nombreux jeunes.

Le fait que les jeunes sont coupés de la production et ne connaissent qu'indirectement l'exploitation capitaliste peut favoriser l'illusion selon laquelle une simple réforme, un simple aménagement de l'école pourrait effectivement égaliser les chances, modifier à terme l'ensemble de la société.

Le fait que les jeunes sont coupés de la lutte de classe engendre des points de vue faux sur la façon de mener la lutte, (saisir le rapport des forces, nouer des alliances...), engendre la répétition des mêmes erreurs, pose la question de l'organisation de la bataille en dehors des tâches politiques d'ensemble et à plus long terme.

Le fait enfin qu'ayant comme seul contact avec la théorie les formes les plus caricaturales de l'idéologie bourgeoise, les fils du peuple peuvent être amenés à rejeter la « théorie en général », cela est un obstacle supplémentaire. Cependant, au fil des années, s'est construit parmi la jeunesse révolutionnaire et progressiste, le point de vue juste selon lequel il n'est pas possible de concevoir la lutte contre l'enseignement en dehors de celle que mène la classe ouvrière pour la disparition de tout l'édifice capitaliste. Pour que ce point de vue triomphe dans la pratique, il faut aujourd'hui

leur fonction essentielle est une fois de plus de ramener le mouvement à la traîne des organisations révisionnistes (UNCAL, J.C.A) au moment même où elles commencent à être discréditées. Sous prétexte d'unité, c'est aujourd'hui à la direction du SNES et de la CGT qu'ils font appel ! Le rêve de tous les groupuscules trotskistes : se faire reconnaître comme interlocuteurs ou comme partenaires par les révisionnistes !!!!

Mais leur force n'est qu'apparente : elle ne s'appuie pas sur une liaison profonde avec les jeunes mais sur un pseudo système d'organisation centralisée qui peut encore faire illusion.

En outre s'est développé contre le trotskisme et la caricature d'organisation d'avant-garde qu'il représente, une vague courant anarchisant, reprenant les thèmes les plus écoulés de l'anti-communisme vulgaire. (contre toute organisation, toute direction, toute politique...). L'existence d'un tel courant qui s'est développé d'autant plus facilement que le mouvement est jeune et inexpérimenté est aujourd'hui un handicap important qu'il faut remonter et ce pour trois raisons :

— il est un obstacle à un élargissement de masse du mouvement qu'il prive de perspectives.

— il est un obstacle à la liaison avec les travailleurs en face desquels il joue un rôle de repoussoir.

— il favorise les organisations révisionnistes.

Les jeunes marxistes-léninistes se trouvent aussi confrontés dans le cadre de leur travail de propagande et d'organisation, à la nécessité de montrer dans la pratique qu'ils constituent une force différente, nouvelle, capable de faire progresser le mouvement dans son ensemble, de lui donner des cibles claires. Cette nécessité fonde le projet du PCR (ml) de le doter de l'instrument indispensable pour atteindre ses objectifs :

L'UNION COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Jean-François VITTE

(prochain article, dans la lutte contre l'école capitaliste, construisons l'UCRJ)



Mars 1975 : les lycéens manifestent contre la Réforme Haby

Les trois "sécurités" de Giscard

« La sécurité extérieure », c'est le thème central choisi par Giscard pour sa causerie au coin du feu. Le choix n'est pas fortuit ; cette question précise renvoie à une série de problèmes actuels pour le chef de file de l'impérialisme français : la place de la métropole face aux deux superpuissances, l'attitude face aux mouvements actuels des appels dans l'armée ; les relations des « giscardiens » avec les « gaullistes » d'une part, avec les révisionnistes d'autre part...

En réaffirmant la nécessité pour la « défense nationale » de l'impérialisme français, de tenir compte de l'existence des deux superpuissances, et en fondant cette défense sur le maintien d'une force de frappe nucléaire indépendante, Giscard ne fait que reprendre les positions de ces prédécesseurs de Gaulle et Pompidou. et il est certain que pour un impérialisme secondaire, comme l'impérialisme français, la résistance aux pressions des deux superpuissances, à leur volonté hégémonique, exige des moyens militaires développés ; parmi ceux-ci l'existence d'une force de frappe est un moyen de dissuasion important face à la

rivalité des deux superpuissances exacerbe en Europe.

Notre Parti a en son temps souligné le caractère nécessaire de cet armement conçu comme un moyen défensif pour garantir la sécurité de notre peuple. Tout en montrant comment la force décisive pour faire face aux menaces d'agression des deux superpuissances c'était la mobilisation du peuple de France, contre notre ennemi principal l'impérialisme français, notre parti a montré que la lutte pour la paix, contre les fauteurs de guerre que sont les deux superpuissances exige de faire pression sur l'impérialisme français pour qu'il prenne des mesures pour faire face aux menaces du social impérialisme soviétique et de l'impérialisme US.

De ce point de vue, la déclaration de Giscard, si elle reprend les anciennes positions gaullistes ne fait pas toute la lumière loin s'en faut, sur les relations de l'impérialisme français avec l'une des deux superpuissances, les USA. Parce qu'en l'affaire la référence à la politique gaulliste sert à cacher une collaboration certaine des forces US et françaises : ce sont les Marines US qui

viennent s'entraîner à Canjuers, ce sont les troupes françaises qui participent aux manœuvres militaires de l'OTAN, alors qu'officiellement l'impérialisme français ne participe plus à ces manœuvres depuis la décision de de Gaulle en 66 de retirer les forces françaises de l'OTAN.

En voulant apparaître comme l'héritier direct des positions gaullistes en matière de défense nationale, Giscard ne fait qu'illustrer la faiblesse de la cohésion de sa majorité présidentielle, et le caractère forcément mesuré des modifications qu'il peut apporter aujourd'hui à la politique de ses prédécesseurs. La prééminence du groupe gaulliste au parlement, oblige Giscard à tenir compte de ces pressions dans la politique qu'il définit : la reprise en main de l'UDR par Chirac, ne suffit pas pour l'instant à faire renoncer « les gaullistes » à un certain nombre des orientations antérieures de la politique de l'impérialisme français. La causerie au coin du feu fournit à ces gens là des gages qu'ils attendaient après la révision des positions françaises sur les questions énergétiques, après les modifications des rapports avec l'OTAN...

Mais cela fait, si provisoirement Giscard peut par de tels artifices réussir à stabiliser sa majorité présidentielle, des affrontements en son sein, pour trancher les hésitations de la politique giscardienne, arriveront inévitablement.

Et c'est justement à cela que pense Giscard quand il prend pour cible dans son exposé le P.CaF et sa position contre l'armement nucléaire, contre la politique de défense nationale. S'acharant à offrir comme solution de rechange à l'impérialisme français, une « collaboration » plus poussée avec le social impérialisme soviétique, le P.CaF réclame du gouvernement l'abandon de la force de frappe, la conclusion avec l'URSS d'un pacte de sécurité collective en Europe. On voit à quel degré de pression et de dépendance à l'égard des deux superpuissances, particulièrement du social impérialisme soviétique conduirait une telle politique.

C'est pourquoi sachant que le PS, dans sa majorité, est favorable à la force de frappe et opposé aux « solutions » du P.CaF, Giscard enfonce un nouveau coin entre les

deux « alliés » de l'union de la gauche. Le projet à moyen terme c'est de briser l'union de la gauche, c'est d'inclure le PS dans la nouvelle majorité présidentielle, affaiblissant ainsi d'autant le P.CaF, assorties d'appels plus ou moins discrets aux socialistes, concourent chacun de leur côté à ce projet d'éclatement de l'union de la gauche. Le P.CaF enterré dans un rabaillage sur la coexistence pacifique, la « coopération » plus poussée avec l'Union Soviétique, n'a sur ce terrain, la encore, pas d'issue de secours, si ce n'est celle de sommer ses alliés « socialistes » de s'expliquer. Sans succès évidemment.

Ce faisant, affairé à modérer les contradictions dans sa majorité présidentielle, à préparer leur règlement futur pour l'élargissement de cette majorité, Giscard croit du même coup, régler le problème des mouvements des appelés à l'armée. Promettant des réformes dans la discipline et les modes de commandement dans l'armée, commentant la révalorisation de la solde de l'appelé, le chef de file de l'impérialisme français exhorte les soldats à cesser leur mouvement et à se consacrer uniquement aux tâches de la

défense nationale ! L'artifice est un peu grossier ! La révolte des soldats ne prenait évidemment pas sa source dans des tâches de défense nationale qu'il aurait été mal comprises et qu'il suffirait de bien expliciter pour remporter l'adhésion des appelés. Ce contre quoi ils se sont révoltés et continuent de se dresser aujourd'hui, c'est avant tout au-delà des revendications immédiates de révalorisation de la paie et de permissions plus nombreuses, la fonction même de cette armée. Parce que le bourrage de crâne anticommuniste, le racisme, la division, la hiérarchie réactionnaire font avant tout de l'armée bourgeoise une école de la contre révolution destinée à façonner le contingent pour qu'il soit apte à se dresser contre les grèves ouvrières, et les mouvements des appelés, s'ils n'en sont pas encore arrivés à dénoncer pleinement le rôle de cette armée, le rôle qu'on veut leur faire jouer, témoignent pourtant du refus de cette armée, école réactionnaire de la bourgeoisie perçue comme dirigée contre leurs aspirations, contre leurs intérêts. Les mouvements de l'armée, qui consistent en des aspects de la crise de l'impérialisme français, se développent

ront et prendront de plus en plus pour cible la fonction centrale de l'armée de la bourgeoisie : assurer la domination de la classe capitaliste.

Quant au reste du discours de Giscard, il a été consacré à répéter les mêmes contre-vérités sur la situation des travailleurs, la soit disant « sécurité économique », le rythme de l'inflation diminue, la relance progressive pourra être envisagée... Pas un seul mot sur l'extension catastrophique du chômage total ou partiel, pas un mot sur le fait que les accords « révolutionnaires » sur le chômage n'indemnisent que 1 % des chômeurs ! Voilà la « sécurité économique » de Giscard ! Pour ce qui est de la « sécurité des personnes », Giscard n'a pas été plus prolix, rien sur les milices privées comme à Sommedieu, rien sur les assassinats racistes, rien sur les policiers compromis dans ces assassinats. Dans la division du travail, cette tâche là est laissée à Poniatowski, avec sa brigade antigang et ses opérations coups de poing. Giscard lui se réserve les déclarations « libérales », les repas chez les Français... les travailleurs pour leur part savent que la politique de l'impérialisme français forme un tout. Ils renforcent leur vigilance contre toutes les mesures répressives du gouvernement !

FJT AUXERRE : 6 SEMAINES DE LUTTE

Depuis 6 semaines les résidents des foyers de jeunes travailleurs sont en lutte. Tout a démarré avec la démission, provoquée par le conseil d'administration, du directeur du F.J.T. Vaulabelle, ouvertement. Le conseil d'administration lui reprochait officiellement des erreurs de gestion ; en fait ce qu'on ne lui pardonne pas c'est que le F.J.T. Vaulabelle n'est pas un foyer caserne alors que le F.J.T. Vauvriers fonctionne bien. La bourgeoisie cite en exemple celui des Vauvriers, tout est calme grâce au directeur, un ancien capitaine de légion, et à un encadrement à base de flics et d'anciens militaires. Elle a tenté de mettre à Vaulabelle un directeur-flic, propriétaire de bistros. Mais le nouveau directeur doit affronter les résidents et il n'ose plus se présenter devant eux. Les résidents ont mis en place un bureau de liaison qui comprend des étudiants de Vaulabelle et aussi des Vauvriers. En AG ils ont établi une plate-forme revendicative : — le renvoi du personnel policier des F.J.T. — le droit de visite — l'embauche de personnel compétent et l'octroi de crédits pour une véritable animation à l'intérieur des foyers.

— une modification des statuts garantissant aux résidents la liberté d'expression, de réunion et d'association à l'intérieur du foyer. — La section du P.C.R. d'Auxerre a pris contact avec les résidents, soutient leur lutte en accord avec les résidents, par la popularisation sur les entreprises, les quartiers populaires et établissements scolaires, le P.C.R. était présent à la réunion provoquée par le comité de liaison, le 13 mars, pour créer un comité de soutien. Etaient également présents : PSU JOC CGT CFDT ; les trotskistes, comme le P.CaF brillaient par leur absence. A cette réunion l'UD CGT a tenté de prendre en main la direction de la lutte et d'écarter les partis politiques présents, elle a tenté d'imposer un soutien inter-syndical CGT-CFDT auquel elle se faisait fort d'entraîner la FEN FO CFTC ! avec meeting « sur les libertés » comme proposition concrète qui vise à noyer la lutte des F.J.T. Mais les résidents des F.J.T. sont vigilants face à ces manœuvres. En AG ils ont refusé le cartel inter-syndical et maintiennent la demande d'un comité de soutien.

NON AUX FOYERS-CASERNES ! corresp. Auxerre.

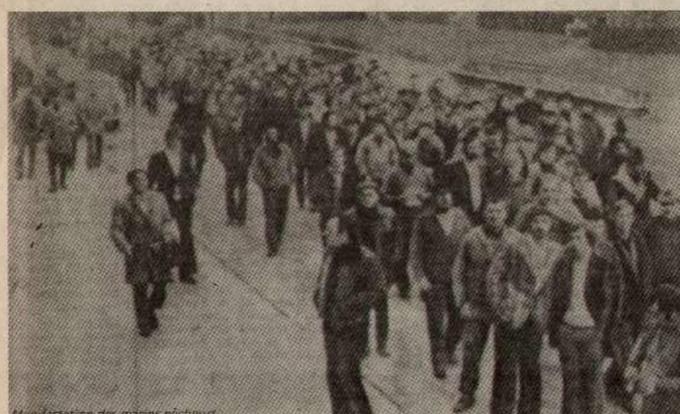
Port de bouc : LES PECHEURS BARRENT L'ENTREE DU PORT

Depuis mardi 25 mars, les pêcheurs de Martigues, Port-de-Bouc et quelques uns de Carro barrent la sortie de Port de Bouc interdisant aux tankers de venir chargé et décharger à Martigues-Lavéra. Avec l'aide d'un pêcheur retraité, qui nous a pris dans sa barque de pêche, nous avons pu monter à bord d'un des chalutiers. Là nous avons tout de suite été bien accueillis quand nous nous sommes présentés comme journalistes de Front Rouge. En les écoutant parler et en discutant avec eux, on comprend vite les causes de leur colère :

« Il y a trop de différence entre le prix auquel on nous achète le poisson et le prix payé par le consommateur, explique l'un des pêcheurs. Par exemple, je me souviens l'autre jour avoir vu le prix du mulet (variété de poissons) affiché à 12,80 F. le kilo dans un super-marché alors que le matin même je n'ai pu le vendre que 2,20 F... »

Ces quelques réflexions montrent la similitude frappante entre la situation des petits pêcheurs et celle des petits paysans qui voient sans cesse le prix de leur production diminuer alors que le prix à la consommation frappe toujours plus durement les consommateurs. Ils ont d'ailleurs exprimé leur solidarité avec la lutte des paysans. Et surtout à cette dégradation de leur pouvoir d'achat, s'ajoute une hausse vertigineuse des frais :

- Le gas oil a plus que doublé en 2 ans.
- La fil nylon pour les filets a quadruplé en 1 an.
- Le prix du rôle (patente maritime) a atteint des taux exorbitants, comme en témoigne le propriétaire du bateau : « Je payais 1,6 million l'an dernier, il a fallu que je débourse plus de 2,3 millions cette année ». L'un d'eux explique que la plupart de leurs bateaux ne sont pas assurés... « On est obligé par le Crédit Maritime de prendre une assurance-vie, comme ça si tu viens à disparaître, il se remboursera sur la prime de l'assurance-vie, mais si pour une raison quelconque, notre bateau brûle ou coule, nous sommes sur la paille du jour au lendemain. J'ai un bateau de 14 millions environ, pour l'assurer on me demande 2 millions par an, je ne peux pas les verser, donc je n'ai aucune assurance ».



NON, LA MEDITERRANEE NE SERA PAS UNE POUBELLE NUCLEAIRE !

A Martigues Ponteau devrait s'élever d'ici quelques années une centrale nucléaire. Ce projet soulève la colère des pêcheurs : « Déjà que tout est fait pour dégoûter les jeunes du métier de pêcheurs, si on installe une centrale nucléaire on n'a plus qu'à laisser sécher nos filets au soleil et à se faire embaucher dans une des usines de Fos, responsables de la mort de notre métier », explique un jeune pêcheur du Port de Bouc. « Ils ne nous feront pas croire que toutes les conditions de sécurité anti-pollution sont mises en place quand on voit ce que ces mêmes promesses ont donné pour le complexe de Fos ; aucune grande ou petite usine n'a une station d'épuration valable ». Le même pêcheur ajoute : « Si l'on nous fait des promesses sur une installation anti-pollution, il faut exiger que tout le golfe de Fos soit remis en état, que

Puis les pêcheurs nous explique toutes les difficultés qu'ils ont maintenant même à trouver du poisson : « Il y a à peine 5 ans, dit l'un d'eux, j'attrapais à moi seul 90 à 100 thons de 150 à 200 kgs chacun, juste là, devant la sortie du port ; depuis 2 ans, chaque saison je n'en attrape que 3 ou 4 au large, ici il n'y en a plus ».

Le vieux pêcheur qui nous a amené témoigne : « avant, l'Etang de Berre, c'était un vivier. Il y a une vingtaine d'années, on attrapait des tonnes de sardines dans l'Etang. Il y en avait tellement que chaque bateau ne pouvait pas dépasser un certain tonnage, on nous retournait... ». « Aujourd'hui, il faut naviguer 3 ou 4 heures et travailler parfois 18 heures par jour pour gagner de quoi vivre. Alors que 10 pièces de filets suffisaient pour vivre il y a quelques années, aujourd'hui il faut en placer 50 à 60 » ajoute un autre pêcheur et il continue d'un air ironique « et encore, pour en retirer la valeur du contenu d'une casquette ! ». La pollution, l'industrialisation de la pêche avec la construction de chalutiers, de thoniers de plus en plus gros qui peuvent pêcher en toute saison et par tous les temps, pour faire le maximum de profits, ont provoqué en quelques années le dépeuplement des eaux proches des rivages où vont les petits pêcheurs. Pour eux, cela signifie la baisse rapide du pouvoir d'achat et des conditions de travail de plus en plus pénibles, des journées de plus en plus longues.

C'est pourquoi aujourd'hui, les pêcheurs de Martigues et de Port de Bouc solidaires de ceux du Nord ont constitué un Comité de défense ; il demandent :

- arrêt total et immédiat des importations.
- augmentation du prix du poisson à la production.
- diminution des charges (car les subventions ne servent à rien) : gas oil, des impôts, rôle...
- de réelles mesures anti-pollution.

« Jusqu'à maintenant nous avons trop parlé, il faut agir » disent les pêcheurs. « Et si la délégation n'obtient pas satisfaction, nous serons prêts à étendre le mouvement dans toute la Méditerranée jusqu'à la frontière italienne ».

Corras, Bouches du Rhône - 28.03.75.

NOS CUVES SONT PLEINES MAIS NOS PORTEFEUILLES SONT VIDES

Trente mille viticulteurs dans les rues de Nîmes, Montpellier, Carcassonne, le 17 mars, 40.000 le 26 à Sète pour protester contre les conséquences désastreuses pour leur niveau de vie de l'anarchie du marché vinicole. C'est la colère, contre le marché commun agricole qui a organisé la saturation du marché du vin en Europe pour ruiner les petits producteurs, pour faire baisser les cours au profit des gros négociants et des trusts vinicoles.

Face aux luttes des viticulteurs, le gouvernement a envoyé ses flics matraquer les manifestants et protéger les chais des trusts vinicoles. Bonnet pour désamorcer la révolte, a d'abord promis la distillation de 1,5 millions d'hectolitres sur les 11 millions

Les viticulteurs du midi qui tirent 80 % de leurs revenus du vin, refusent leur situation de plus en plus misérable. Actuellement beaucoup vivent sur les prêts du Crédit Agricole, prêts qu'ils ne sont pas même sûrs de pouvoir rembourser, autrement qu'en vendant leurs terres. En 74, leur revenu a baissé de 25 %, ils vendent leur vin au même prix qu'en 68 alors que le prix du litre de vin ne cesse d'augmenter pour le consommateur : 8 centimes de plus ce mois-ci, dont 5 centimes qui iront dans les poches des négociants. Conséquence : l'endettement puis l'exode : 10 % des viticulteurs ont quitté leurs terres l'an dernier, et pour les deux années à venir c'est près de 50 % qui risquent de subir le même sort. Ils iront grossir la masse des chômeurs, ceux des industries traditionnelles ruinées qui ferment leurs portes, ceux de Astre à Béziers.

Beaucoup se sont modernisés pour produire plus à moindre coût, ils se sont endettés ; le résultat c'est le gonflement des stocks et la chute des cours. A la coopérative de Montagnac, la plus importante de France, les cuves débordent : 245.000 hectolitres y sont stockés soit l'intégralité de la récolte de 74, plus 45.000 hectolitres qui restent de 73. Chez les viticulteurs, les cuves sont encore pleines au 4/5.

Grâce aux règlements du marché commun agricole, les négociants et les trusts du vin peuvent renforcer la saturation du marché français en important à bas prix du vin d'Italie : trusts français et trusts italiens s'entendent pour pressurer les viticulteurs de France et d'Italie. Au cours des mois de janvier et de février c'est près de 1,9 million d'hectolitres de vin qui a été

importé d'Italie, au prix de 9 F. le degré hectolitre, alors que le vin français est vendu 10 F. le degré hectolitre. (à 10 F. le degré hecto. l'hectolitre de vin de 10° vaut 1000 F. soit un franc le litre).



2ème congrès de la FNSEA pas de perspectives pour les petits paysans

La FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitation Agricole) vient de tenir son 29ème congrès à Versailles. Dans la situation actuelle de nombreux observateurs s'attendaient à trouver les débats de ce congrès animés, mais la réalité ne fut pas à la mesure de leurs espérances. En ce qui concerne la FNSEA il faut d'abord dire que les membres du congrès sont triés sur le volet et la base est absente ou presque des débats, dans les villages beaucoup de paysans syndiqués FNSEA ne savaient même pas que se tenait « leur » congrès.

Certes, il faut noter un certain changement de ton de la FNSEA. Celle-ci ne peut d'ailleurs faire autrement alors que le mécontentement grandit. Dans les campagnes, que les brèches dans l'unité syndicale, dans le corporatisme que pêche cette organisation, ne cessent de s'élargir. Ainsi, Debattise ne part plus billes en tête contre le MODEF, les paysans-travailleurs ont le tout nouveau MONATAR. A la FNSEA on admet à présent, en paroles, que d'autres courants puissent se faire jour, mais on les prie de ne pas ouvrir la mauvaise idée de se transformer en syndicats, car cela « affaiblirait le monde paysan ». Car grande est la crainte des dirigeants de la FNSEA de voir une partie de « sa » base lui échapper. Ces craintes sont tout à fait fondées alors que le MODEF qui vient lui aussi de tenir son congrès lance une offensive tous azimuts, alors que le PS pour ne pas être en reste dans sa querelle avec le P.C.F. cherche à couper l'herbe sous les pieds du MODEF en lançant le MONATAR (Mouvement National des Travailleurs Agricoles et Ruraux).

Notons à ce sujet que dans cette course à la main-mise sur le potentiel paysan le PS brille par plus de finesse ; la plate-forme du MONATAR fournit une analyse de la situation tout à fait intéressante... si les propositions qui suivent

réclamés, et la suppression des montants compensatoires qui permettent aux importateurs d'empocher 77 F. de prime par Hl de vin importé. Puis, devant la poursuite des luttes il s'est arrangé avec les négociants contre une augmentation de leur marge bénéficiaire, pour promettre l'arrêt pendant un mois des importations. Pour justifier l'insuffisance de ces mesures, il s'est retranché derrière les règlements communautaires et les décisions de la Commission de Bruxelles qui se réunira le 7 avril.

Ces manœuvres n'ont pas désarmé les viticulteurs qui malgré les appels au calme de leurs dirigeants maintiennent leur vigilance et s'attaquent à ceux qui vivent sur leur labeur : négociants et trusts vinicoles. Avec l'aide des pêcheurs, ils ont bloqué les ports, établi des barrages sur les routes pour contrôler les camions citernes. A Capendu (Aude) une cuve de 300 hectolitres appartenant à un négociant a été égale-ment soulagée de 1700 hectolitres de vin, Cinzano a subi le même genre de mésaventure... Ce sont ces trusts qui trafiquent le vin, et qui vendent aux travailleurs sous l'étiquette « vin de pays » des mélanges qui doivent leur « saveur » et leur « coloration » à divers produits n'ayant aucun rapport avec la vigne.

Les petits viticulteurs au bord de la ruine, ne laisseront pas les syndicats réactionnaires et réformistes dévoyer leurs luttes, ils refuseront de servir de marche-pied électoral aux élus locaux révisionnistes et réformistes qui s'affichent à la tête de leurs manifestations mais s'éclipsent au premier jet de grandes lacrymogènes, et crient à l'aventurisme à la moindre action violente contre les flics et les trusts vinicoles. Victimes des Margnat, Nicolas, Société des Vins de France, comme les travailleurs comme eux condamnés au chômage ils sauront au cours des luttes rejeter la direction des gros viticulteurs qui les utilisent comme masse de manœuvre, et rejoindre le combat de la classe ouvrière pour, sous sa direction, porter leurs coups contre le système capitaliste qui les écrase, pour édifier le socialisme, le pouvoir des ouvriers et des paysans !

son tout à fait réformistes. Cela n'est pas sans rappeler les textes des « Assises du Socialisme »...

Mais si la FNSEA opère un changement de ton elle reste quant au fond égale à elle-même. Ainsi les différents rapports au congrès passent-ils rapidement sur la hausse des charges des paysans qui est la cause principale de la situation actuelle, ne pouvant trouver de solution à ce problème puisqu'il faudrait s'attaquer aux firmes d'amont. Elle s'attarde plus longuement sur les causes de l'effondrement des prix, seconde cause de la situation présente. Rien n'est remis en cause quant au fond, simplement on souligne les « insuffisances et les carences de la réglementation européenne » et notamment le fait que les clauses de sauvegarde ne fonctionnent pas de la même manière pour toutes les productions, mais on ne remet pas en cause le fondement du MCA (Marché Commun Agricole), la volonté de limiter les salaires en fournissant des produits alimentaires à prix relativement bas, la volonté de faire passer l'agriculture sous la coupe du capitalisme. Sont soulignés aussi l'incapacité des « groupements de producteurs à assurer une réglementation globale du marché » et « la forte pression des firmes d'aval ».

A ces questions les réponses apportées sont, soit floues, soit au contraire bien éloquentes.

Par exemple on parle « d'assurer un prix mini aux producteurs », « d'améliorer la gestion des marchés » et de « fournir un cadre et un instrument pour l'application des décisions prises à Bruxelles », tout ceci reste vague, mais on parle aussi de « maîtriser et d'adapter en permanence l'offre agricole », ce qui revient,

GARE A LA REVANCHE, LA COMMUNE VAINCRA ! (III)

GARE A LA REVANCHE LA COMMUNE VAINCRA

« C'est la fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme, du fonctionnarisme, de l'exploitation, de l'agiotage des monopoles, des privilèges auxquels le prolétariat doit son servage, la Patrie ses malheurs et ses désastres » proclamait la Déclaration de la Commune au peuple français le 19 avril 1871. Les ouvriers dans les clubs, les sections de l'Internationale, les chambres syndicales allaient y concourir avec vigueur et enthousiasme pour y substituer un nouveau monde « pour l'ouvrier ».

CONTRE L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME

« L'ouvrier va devenir le roi du monde moderne. L'ouvrier est tout car il n'y a rien sans le travail. Que feraient les riches de leurs trésors si l'ouvrier ne les faisait pas fructifier. Prenez donc un sac de pièces d'or, faites un trou en terre, jetez le sac dans ce trou, arrosez, engraissez. Rien ne poussera... L'ouvrier vient, il prend le sac, il s'en sert pour travailler et ce sac devient dix sacs... Que donne-t-on à l'ouvrier ? De quoi ne pas mourir de faim. Cela va changer ! » (Club de la Cour des Miracles).

Les mesures sociales qu'a eues le temps de proclamer la Commune vont dans ce sens. « Tout vient du travail, tout doit retourner au travail ». Elles s'attaquent aux abus les plus criants et les plus intolérables de l'oppression capitaliste : interdiction des amendes que le patron prélevait sous n'importe quel prétexte sur le salaire de l'ouvrier pour le voler encore un peu plus ; abolition des bureaux de placement, monopolisés par des individus vendus à la police.



Décret de la Commune supprimant les amendes...

Elles améliorent dans l'immédiat la situation matérielle du peuple de Paris : remise des loyers, suspension de la vente des objets engagés au Mont de Piété (Le Mont de Piété de l'époque enchaînait l'ouvrier comme aujourd'hui le crédit, au 20 du mois l'ouvrier pour finir le mois y portait ce qu'il avait de plus précieux ; il pouvait obtenir en échange une certaine somme d'argent qu'il devait rembourser avec un intérêt important pour récupérer son objet gagé. S'il ne pouvait pas le récupérer sa misère s'aggravait encore.). Elles visent à transformer la propriété des moyens de production (confiscation des fabriques et aux ateliers abandonnés par les capitalistes en fuite) et les conditions de travail (suppression du travail de nuit dans les boulan-

Albert CHATILLON.

geries, abolition du système de hauts salaires et du cumul des traitements).

CONTRE LES TARES ET L'IDEOLOGIE BOURGEOISE :

La cible de choix, c'est l'Eglise et le clergé catholique perçus par tous comme à l'époque le plus fidèle support de l'oppression bourgeoise, l'opium du peuple dénoncé par Marx. L'anticléricalisme se débride non sans raison ni justification. Le culte cependant n'est pas interdit, si les églises sont propriété du peuple le soir, elles sont laissées aux prêtres pour leurs offices le jour. Par contre, la séparation de l'église et de l'état, la suppression du budget de culte, l'appropriation des biens des congrégations religieuses sont décrétées et vigoureusement applaudies.

Et le peuple propose d'agir contre l'abatardissement des esprits par la religion, en développant l'instruction, pas n'importe comment et au service de n'importe qui. Lisons Henri Bellenger dans « le Vengeur » (n° 10 8/4/1871). « Partout, toujours, dans cette longue suite de siècles, le travail est la chute, l'oisiveté le but désiré, poursuivi. Travailler est le châtement de l'esclave... consommer, briller, est le lot des maîtres... Mais le travail est la tête des lois humaines... Il faut que l'éducation soit professionnelle et intégrale. Il faut que les hommes de 1880 sachent produire d'abord ; parler et écrire ensuite. Il faut que dès son jeune âge, l'enfant passe alternativement de l'école à l'atelier, afin qu'il puisse de bonne heure gagner sa vie, en même temps qu'il développera son esprit par l'étude et la pensée ».

Les monuments qui commémorent la tyrannie et le despotisme : la Chapelle exploiteuse sur l'emplacement de la tombe de Louis XVI et Marie Antoinette et la Colonne Vendôme, ils doivent être démolis. Ce sera chose faite pour la Colonne Vendôme.

« Toutes les tares de l'ancienne société doivent disparaître. L'ivrognerie : « arrestation de tous les ivrognes. Fermeture des cafés à 11 h, goguettes ». Le communal ivre avilit non seulement la cause qu'il défend, mais devient incapable de se battre pour elle. La prostitution, ultime dégradation sociale de la femme ; les conditions misérables d'existence de l'époque la rendait quelquefois obligatoire comme « le cinquième quart de la journée de travail » !

En contrepartie les Clubs comme celui des Libres Penseurs ou la Révolution Sociale réclament l'émancipation de la femme. Et pour la 1ère fois les rues de Paris étaient sûres, sans aucune espèce de police : « nous n'entendons plus parler, disait un membre de la Commune, d'assassinats, de vols, ni d'agression ; on croirait vraiment que la police a entraîné avec elle à Versailles, toute sa clientèle conservatrice ». A la place des propriétaires fonciers, des négriers, des politiciens véreux et leurs harems de cocottes, un Paris qui travaillait, qui pensait, qui combattait. Car ce monde nouveau il fallait le défendre ; et la bourgeoisie était aux portes de Paris ; à Versailles, avide de reprendre sa place.

UN PEUPLE EN ARMES A LA DEFENSE DE PARIS

Les propositions ne manquent pas pour défendre le Paris de la Commune, face à un conseil hésitant et partagé.

— mobiliser la province, sortir Paris de son isolement. Des clubs rédigent des appels. « Il faut faire de la propagande dans les départements », « Il faut envoyer des journaux... afin d'éclairer les paysans ».



Image populaire, éditée à Lyon, un des premiers signes du ralliement de la Province à la Commune de Paris...

— faire la chasse aux réfractaires qui ne se soumettent pas au décret d'incorporation dans

la garde nationale pour « tous les citoyens » de 17 à 35 ans, non mariés ». Les Clubs sont en alerte ! Le Club St Antoine demande que les « jeunes du commerce soient forcés de marcher » ; pour le Club St Eustache, il s'agit des jeunes qui se réfugient dans les administrations. Que l'on fasse travailler à la construction des barricades « ces aristocrates, ces dandys qui se promènent sur les boulevards, un longnon sur le nez, un janc à la main, narguant les prolétaires par dessus l'épaule ».

— CHATIER les traîtres : après l'explosion de la cartouchière de la rue Rapp par des saboteurs ennemis, le Club St Lou demande que « tous les traîtres, comploteurs... les infâmes auteurs de la catastrophe... soient publiquement jugés et par des assises communales établies à cet effet et siégeant au Palais de Justice », d'autres exigent l'exécution immédiate des coupables. Les clubs trouvant la Commune trop hésitante et trop molle décident dans certains cas de passer à l'action eux-mêmes : affiches sur les portes des réfractaires, fermeture de leur boutique avec confiscation des marchandises au profit des veuves et orphelins communaux. Des Clubs inspectent les forts, signalent les négligences et ne ménagent pas les critiques aux généraux.

De telles propositions, de telles interventions dans un domaine capital, celui de la défense de Paris en même temps que des conquêtes de la révolution face à un Conseil de la Commune qui sous estimait la férocité de l'ennemi de classe, montrent la maturité politique de nombreux communaux et leur capacité d'initiative révolutionnaire : pour triompher du vieux monde, il fallait détruire A FOND et JUSQU'AU BOUT l'Etat bourgeois. « L'intuition des masses génialement réveillée » (Lénine) était un moteur puissant et considérable, elle permettait la construction du 1er pouvoir prolétarien, mais sans théorie ni parti révolutionnaire, le prolétariat ne pouvait triompher définitivement, c'est ce que nous verrons dans un prochain article.

Joëlle FECLAZ

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

Nom.....	
Prénom.....	
Adresse.....	
Profession.....	

abonnez vous

FRONT ROUGE

CCP 31 191 14

LA SOURCE

POUR LA FRANCE	
pli normal 1 an	80 F
3 mois	20 F
pli fermé 1 an	160 F

POUR L'ETRANGER

écrire au journal qui fournira le tarif

REFUSONS DE SERVIR DE COBAYES AU PROGRAMME NUCLEAIRE DE LA BOURGEOISIE

Manifestations à Bugey, Fessenheim, Erdeven, Flamanville, protestations et pétitions à Braud, la Palme, la lutte contre la politique nucléaire du gouvernement s'amplifie, et s'étend peu à peu à toutes les communes « choisies » par l'EDF pour l'implantation de ces centrales nucléaires. Dernièrement, ce sont les scientifiques dont certains travaillent au Commissariat de l'Énergie Atomique, qui, dans une pétition se sont dressés contre les décisions du gouvernement en matière d'énergie nucléaire : 1500 signatures ont déjà été recueillies.

Ce que visent ces différentes luttes, ce n'est pas l'énergie nucléaire en tant que telle, mais l'orientation actuelle du programme nucléaire français, et les conditions dans lesquelles il est mis en œuvre.

Quelles sont les revendications posées ?

Essentiellement l'exigence que ne soient construites de centrales nucléaires que dans la mesure où tout danger d'accident, de radiations graves, aura été écarté et que toutes les mesures de sécurité nécessaires auront été prises. Et l'exigence de stopper la construction des centrales tant que toutes les assurances n'auront pas été données.

A en croire les dirigeants de l'EDF, et les ministres, le programme nucléaire ne présente que d'infimes risques qui ne valent pas la peine d'être considérés étant donné tous les avantages de l'énergie nucléaire.

Mais s'agit-il vraiment de risques imaginaires ? La question demande un examen plus sérieux que les rapides dénégations de l'EDF.

CONTRE LES DANGERS DES CENTRALES NUCLEAIRES

Le fonctionnement normal d'une centrale nucléaire présente plusieurs risques sérieux, liés au caractère particulier de ce combustible : l'uranium qui est radio-actif.

Il s'agit d'abord de radiations rejetées par la centrale nucléaire, et dont les effets sont mal connus. D'après l'agence de l'environnement US, malgré leur faible taux ces radiations risquent de provoquer entre 500 et 2500 morts supplémentaires par cancer dans les 150 années à venir, à condition de maintenir un faible taux de radioactivité ; ce qui mésestime l'augmentation prévue du parc de centrales nucléaires. Ces

évaluations ne tiennent pas compte des autres risques : risques génétiques (déformations chromosomiques) qui sont difficilement chiffrables. Les réacteurs choisis par l'EDF rejettent notamment dans l'atmosphère, en fonctionnement normal du Krypton 85, et de l'iode 131, éléments radioactifs, en doses infimes certes, mais qui peuvent se concentrer en certains points de la chaîne alimentaire, c'est à dire que la radioactivité, présente dans l'eau, en dose infime, peut se concentrer à des taux dangereux dans les poissons, ou les oiseaux, mangeant ces poissons ou tout autre animal qui se nourrit des oiseaux, on arrive ainsi jusqu'à l'homme. Le plancton de la rivière Clinch qui reçoit les effluents de l'usine atomique d'Oak Ridge aux USA est 10.000 fois plus radioactif que l'eau dans lequel il vit. Que risque-t-il de se passer, du plancton au poisson et du poisson à l'homme, au bout de quelques dizaines d'années ? Il n'est pas actuellement possible de répondre avec certitude à cette question, d'écarter les risques d'un revers de manche en prétendant que les radiations des centrales sont inférieures à la radioactivité naturelle.

Le fonctionnement d'une centrale c'est aussi une pollution thermique aux conséquences inconnues. Environ 60 % de la chaleur produite par les réacteurs nucléaires est rejetée sous forme de chaleur soit dans l'atmosphère soit dans un fleuve ou dans la mer. Le Rhin et le Rhône qui refroidissent les centrales nucléaires verront la température de leurs eaux s'élever de plusieurs degrés. Quelles en seront les conséquences pour la faune et la flore, déjà mises à mal par la pollution industrielle ?

Une centrale atomique en plus d'électricité produit également des déchets radioactifs résultats de la fission de l'uranium. Ces déchets subissent d'abord une désactivation dans une piscine, pendant quelques mois où ils perdent alors 98 % de leur radioactivité. Mais la radioactivité restante est encore très dangereuse, et il n'est pas possible de les disperser à l'air libre. Si certains déchets perdent leur radioactivité en une dizaine d'années, certains éléments demeurent radioactifs sur de très longues périodes (24.000 ans pour le plutonium 239).

Une partie des déchets après retraitage est recyclée et sert à nouveau dans les centrales nucléaires, une autre partie est séparée en déchets de moyenne radioactivité qui sont enterrés et déchets de longue durée stockés en attendant une solution... Ces déchets contiennent 1 % de plutonium il faut donc les préserver de l'extérieur pendant 24.000 ans ! Pour éviter qu'ils ne prennent une trop grande place : l'aire de stockage de l'usine de La Hague sera saturée en 1980, il est prévu de les solidifier en les incluant dans des blocs de verre. Il n'existe actuellement aucune garantie sur la stabilité à très long terme du verre, même si c'est plus sûr que la solution précédente qui consistait à rejeter les déchets en mer, dans des conteneurs de béton.

Enfin, on ne peut négliger les risques d'accident grave de fonctionnement d'une centrale. Si une explosion nucléaire n'a aucune chance de se produire dans un réacteur, le manque de fluide réfrigérant : l'eau en l'occurrence peut provoquer une catastrophe. Dans ce cas, à la suite par exemple d'une rupture de canalisation, le cœur du réacteur n'étant plus refroidi, atteint rapidement une très haute température, le métal de la cuve entre en fusion, l'ensemble des métaux fondus s'enfoncent alors dans le sous-sol et des éléments très radioactifs contamineraient la région environnante. Les risques ont été calculés... pour fixer les tarifs des compagnies d'assurance ; bilan prévu : 2300 morts, 6 milliards de dollars de dégâts, 775 km² de territoire contaminés pour des millions d'années. La probabilité de cet accident calculée en fonction de toutes les précautions prises, est très faible mais existe. Les parades prévues ne

sont pas réellement sûres pour l'instant, une simulation effectuée aux USA a totalement échoué, l'accident provoqué volontairement, n'a pas pu être stoppé par les techniques prévues.

Ces risques sont encore accrus par le fait que l'EDF, et le Commissariat à l'Énergie Atomique ne possèdent pas la maîtrise des techniques mises en œuvre dans les centrales construites sous licence US et connaissent mal ses particularités.

La dépendance vis-à-vis des USA dans ce domaine a plusieurs conséquences graves :

— En cas d'accident dans le fonctionnement des centrales, les firmes US enverront les directives nécessaires pour réparer les avaries, mais sans être tenues de fournir d'explication sur les raisons et l'origine de la panne ou de l'accident.

— Les perfectionnements apportés à partir des centrales fonctionnant aux USA ne seront pas transmis aux constructeurs français.

— En cas de déficience reconnue des centrales, les firmes US peuvent décider l'arrêt total de leur fonctionnement et l'imposer aux centrales françaises.

— Si le constructeur français apporte des modifications à ses centrales, il s'expose à ne plus être couvert pour les accidents survenant par la suite, les firmes US pourront dans ce cas refuser et de réparer et de couvrir les dégâts éventuels.

LUTTONS POUR NOTRE SECURITE

Les risques présentés par les centrales nucléaires, dans l'état actuel des techniques, ne sont ni infimes, ni imaginaires comme le prétendent les responsables de l'EDF et les membres du gouvernement. De nombreux incidents se sont déjà produits, montrant que les techniques utilisées sont loin d'être au point. On a relevé en 1973, 861 anomalies de fonctionnement dans les centrales nucléaires américaines, dont 371 qui auraient pu être sérieuses et 18 qui le furent réellement et cela pour des centrales du type de celles construites en France.

Des accidents très fréquents se produisent au niveau des gaines de protection des matériaux radioactifs qui se déforment, l'EDF le reconnaît et admet que cette technique n'est pas sûre mais elle prétend qu'étant donné l'urgence des besoins énergétiques, il n'est pas possible de retarder le programme nucléaire, en attendant que toutes les techniques aient été éprouvées.

Dans ces conditions, la décision de construire en France d'ici 1980 une cinquantaine de centrales nucléaires selon le procédé US montre le mépris de la bourgeoisie pour les conditions de vie des masses.

Nous ne rejetons pas définitivement les centrales nucléaires, mais s'engager dans cette voie suppose que toutes les précautions ont été prises, que les risques sont parfaitement maîtrisés. Or nous savons que le capitalisme fait toujours passer le profit avant la sécurité des travailleurs. Nous le constatons chaque jour dans les usines, dans les mines et dans notre environnement. Avec le nucléaire, les dangers sont encore accrus, et à la différence des techniques précédentes, les éléments radioactifs libérés, la destruction de l'environnement auront des effets durables dont héritera une France socialiste. C'est pourquoi nous soutenons les luttes contre les implantations des centrales dans les conditions actuelles, lutter maintenant pour imposer qu'aucune centrale ne soit construite tant que toutes les conséquences ne seront pas parfaitement connues et tous les risques surmontés, c'est lutter pour nos conditions de vie futures y compris sous le socialisme.

Serge LIVET.



Vingt centrales nucléaires sur les bords du Rhin, dans quelques années, 10 de chaque côté. Contre cette perspective, 15.000 manifestants, dont de nombreux Français ont affronté les policiers à Wyhl (RFA) et les ont chassés du territoire où doit être édifiée une centrale nucléaire.

LE "TOUT-ELECTRIQUE... TOUT-NUCLEAIRE"...

Jusqu'en 1973, la politique énergétique de l'impérialisme français était fondée pour l'essentiel sur le pillage du pétrole des pays producteurs du Tiers Monde. Les pays impérialistes, imposant un prix ridiculement bas aux pays producteurs, avaient progressivement tiré une part croissante de leur énergie du pétrole importé ! Ainsi la France avait dévalorisé ses propres ressources en charbon, en énergie hydraulique et la recherche d'une technique nucléaire indépendante (la filière uranium naturel - graphite, gaz) parce qu'il était plus rentable de consommer du pétrole : la lutte des pays producteurs pour imposer un juste prix du pétrole, qui a conduit au quadruplement en un an de son prix, a bouleversé les plans des pays impérialistes, de la France, en particulier, dont la balance commerciale est devenue déficitaire. C'est pour tenter de remédier à cette situation nouvelle que l'impérialisme français déploie tous ses efforts, dans le but d'être moins dépendant du pétrole des pays arabes, qu'il ne peut plus piller comme avant.

Le 4 mars 74, Messmer annonçait la décision du gouvernement français de construire d'ici 1980 une cinquantaine de centrales nucléaires et dès 1974, 1975, 13 centrales de 1000 MW chacune (1MW = 1 million de watts). La politique du « tout pétrole » devrait progressivement être remplacée par la politique du « tout électrique, tout nucléaire » : « la priorité, nous la donnons à l'électricité et dans l'électricité nous la donnons à l'électricité nucléaire ». La nouvelle politique énergétique comme la précédente est fondée presque exclusivement sur une seule

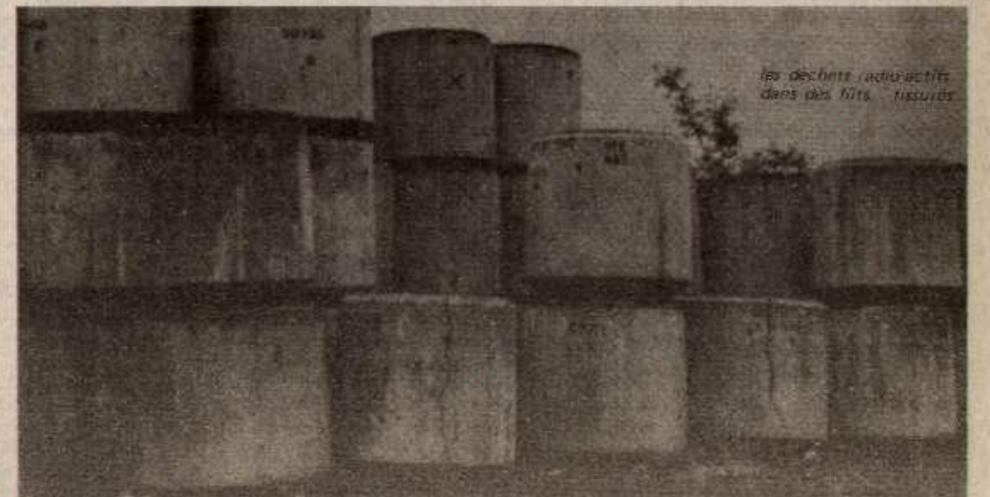
source d'énergie, la moins chère dans l'immédiat, celle qui permet de réaliser le plus rapidement possible les meilleurs profits.

L'EDF, chargée de réaliser le programme nucléaire, a fait appel pour construire ses centrales nucléaires aux techniques US qui sont pour l'instant les moins coûteuses sur le marché.

Elles sont basées sur la technique dite « filière uranium enrichi - eau légère » (LWR) se présentant sous deux variantes. La variante Westinghouse à eau pressurisée (PWR) et la variante General Electric à eau bouillante (BWR). Douze des 13 centrales mises en chantier en 74-75 seront des PWR, construites en France par Framatome, filiale des Schneider et de Westinghouse sous licence de ce dernier. Pour ces firmes, le profit est immédiat, et les commandes assurées pour un certain temps, c'est ce qui explique la bataille que se sont livrés les trusts de l'acier de Wendel et Usinor pour le contrôle de Framatome.

Une centrale nucléaire se compose schématiquement :

- d'un réacteur où les atomes d'uranium sont soumis à un processus de fission, c'est-à-dire qu'ils éclatent en plusieurs fragments, en libérant une grosse quantité d'énergie.
- d'un circuit d'eau primaire qui recueille l'énergie de fission de l'uranium sous forme de chaleur. Pressurisée, l'eau reste liquide à de très hautes chaleurs.
- d'un circuit d'eau secondaire recevant la chaleur du circuit primaire d'eau chauffée qui se transforme en vapeur et va actionner un alternateur qui produit de l'énergie électrique.



Les déchets radioactifs dans des fûts tissés.